

TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

JAARGANG 1955 No. 83

A. TITEL

*Verdrag nopens de op de internationale koop van roerende
lichamelijke zaken toepasselijke wet;
's-Gravenhage, 15 Juni 1955*

B. TEKST

**CONVENTION SUR LA LOI APPLICABLE AUX VENTES
À CARACTÈRE INTERNATIONAL D'OBJETS
MOBILIERS CORPORELS**

Les Etats signataires de la présente Convention;

Désirant établir des dispositions communes concernant la loi applicable aux ventes d'objets mobiliers corporels;

Ont résolu de conclure une Convention à cet effet et sont convenus des dispositions suivantes:

Article 1er

La présente Convention est applicable aux ventes à caractère international d'objets mobiliers corporels.

Elle ne s'applique pas aux ventes de titres, aux ventes de navires et de bateaux ou d'aéronefs enregistrés, aux ventes par autorité de justice ou sur saisie. Elle s'applique aux ventes sur documents.

Pour son application sont assimilés aux ventes les contrats de livraison d'objets mobiliers corporels à fabriquer ou à produire, lorsque la partie qui s'oblige à livrer doit fournir les matières premières nécessaires à la fabrication ou à la production.

La seule déclaration des parties, relative à l'application d'une loi ou à la compétence d'un juge ou d'un arbitre, ne suffit pas à donner à la vente le caractère international au sens de l'alinéa 1er du présent article.

Article 2

La vente est régie par la loi interne du pays désigné par les parties contractantes.

Cette désignation doit faire l'objet d'une clause expresse, ou résulter indubitablement des dispositions du contrat.

Les conditions, relatives au consentement des parties quant à la loi déclarée applicable, sont déterminées par cette loi.

Article 3

A défaut de loi déclarée applicable par les parties, dans les conditions prévues à l'article précédent, la vente est régie par la loi interne du pays où le vendeur a sa résidence habituelle au moment où il reçoit la commande. Si la commande est reçue par un établissement du vendeur, la vente est régie par la loi interne du pays où est situé cet établissement.

Toutefois, la vente est régie par la loi interne du pays où l'acheteur a sa résidence habituelle, ou dans lequel il possède l'établissement qui a passé la commande, si c'est dans ce pays que la commande a été reçue, soit par le vendeur, soit par son représentant, agent ou commis-voyageur.

S'il s'agit d'un marché de bourse ou d'une vente aux enchères, la vente est régie par la loi interne du pays où se trouve la bourse ou dans lequel sont effectuées les enchères.

Article 4

A moins de clause expresse contraire, la loi interne du pays où doit avoir lieu l'examen des objets mobiliers corporels délivrés en vertu de la vente est applicable, en ce qui concerne la forme et les délais dans lesquels doivent avoir lieu l'examen et les notifications relatives à l'examen, ainsi que les mesures à prendre en cas de refus des objets.

Article 5

La présente Convention ne s'applique pas:

- 1°. à la capacité des parties;
- 2°. à la forme du contrat;
- 3°. au transfert de propriété, étant entendu toutefois que les diverses obligations des parties, et notamment celles qui sont relatives aux risques, sont soumises à la loi applicable à la vente en vertu de la présente Convention;
- 4°. aux effets de la vente à l'égard de toutes personnes autres que les parties.

Article 6

Dans chacun des Etats contractants, l'application de la loi déterminée par la présente Convention peut être écartée pour un motif d'ordre public.

Article 7

Les Etats contractants sont convenus d'introduire les dispositions des articles 1—6 de la présente Convention dans le droit national de leurs pays respectifs.

Article 8

La présente Convention est ouverte à la signature des Etats représentés à la Septième Session de la Conférence de La Haye de Droit International Privé.

Elle sera ratifiée et les instruments de ratification seront déposés auprès du Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

Il sera dressé de tout dépôt d'instruments de ratification un procès-verbal, dont une copie, certifiée conforme, sera remise, par la voie diplomatique, à chacun des Etats signataires.

Article 9

La présente Convention entrera en vigueur le soixantième jour à partir du dépôt du cinquième instrument de ratification prévu par l'article 8 alinéa 2.

Pour chaque Etat signataire, ratifiant postérieurement la Convention, celle-ci entrera en vigueur le soixantième jour à partir de la date du dépôt de son instrument de ratification.

Article 10

La présente Convention s'applique de plein droit aux territoires métropolitains des Etats contractants.

Si un Etat contractant en désire la mise en vigueur dans tous les autres territoires, ou dans tels des autres territoires dont les relations internationales sont assurées par lui, il notifiera son intention à cet effet par un acte qui sera déposé auprès du Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas. Celui-ci en enverra, par la voie diplomatique, une copie, certifiée conforme, à chacun des Etats contractants. La présente Convention entrera en vigueur pour ces territoires le soixantième jour après la date du dépôt de l'acte de notification mentionné ci-dessus.

Il est entendu que la notification, prévue par l'alinéa 2 du présent article, ne pourra avoir effet qu'après l'entrée en vigueur de la présente Convention en vertu de son article 9 alinéa 1er.

Article 11

Tout Etat, non-représenté à la Septième Session de la Conférence de La Haye de Droit International Privé, pourra adhérer à la présente Convention. L'Etat désirant adhérer notifiera son intention par un acte qui sera déposé auprès du Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas. Celui-ci en enverra, par la voie diplomatique, une copie, certifiée conforme, à chacun des Etats contractants. La Convention entrera en vigueur, pour l'Etat adhérent, le soixantième jour après la date du dépôt de l'acte d'adhésion.

Il est entendu que le dépôt de l'acte d'adhésion ne pourra avoir lieu qu'après l'entrée en vigueur de la présente Convention en vertu de l'article 9 alinéa 1er.

Article 12

La présente Convention aura une durée de cinq ans à partir de la date indiquée dans l'article 9 alinéa 1er de la présente Convention. Ce terme commencera à courir dès cette date, même pour les Etats qui l'auront ratifiée ou y auront adhéré postérieurement.

La Convention sera renouvelée tacitement de cinq ans en cinq ans, sauf dénonciation.

La dénonciation devra, au moins six mois avant l'expiration du terme, être notifiée au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas, qui en donnera connaissance à tous les autres Etats contractants.

La dénonciation peut se limiter aux territoires, ou à certains des territoires indiqués dans une notification faite en vertu de l'article 10 alinéa 2.

La dénonciation ne produira son effet qu'à l'égard de l'Etat qui l'aura notifiée. La Convention restera en vigueur pour les autres Etats contractants.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont signé la présente Convention.

Fait à La Haye, le 15 juin 1955, en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas et dont une copie, certifiée conforme, sera remise, par la voie diplomatique, à chacun des Etats représentés à la Septième Session de la Conférence de La Haye de Droit International Privé.

Pour la République Fédérale d'Allemagne:

Pour l'Autriche:

Pour la Belgique:

Pour le Danemark:

Pour l'Espagne:

Pour la Finlande:

Pour la France:

Pour l'Italie:

Pour le Japon:

Pour le Luxembourg:

(s.) COLLART

Pour la Norvège:

Pour les Pays-Bas:

(s.) J. W. BEYEN

Pour le Portugal:

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:

Pour la Suède:

Pour la Suisse:

**VERDRAG NOPENS DE OP DE INTERNATIONALE KOOP
VAN ROERENDE LICHAAMELIJKE ZAKEN
TOEPASSELIJKE WET**

De Staten die dit Verdrag hebben ondertekend;

Verlangend gemeenschappelijke regelen vast te stellen nopens de op de koop van roerende lichamelijke zaken toepasselijke wet;

Hebben besloten te dien einde een Verdrag te sluiten en zijn overeengekomen als volgt:

Artikel 1

Dit Verdrag is van toepassing op de internationale koop van roerende lichamelijke zaken.

Het is niet toepasselijk op de koop van waardepapieren, op de koop van geregistreerde zeeschepen, andere schepen en luchtvaartuigen, noch op de gerechtelijke en de executoriale verkoop. Het is van toepassing op de koop op documenten.

Voor de toepassing van dit Verdrag worden met koopovereenkomsten gelijkgesteld de overeenkomsten tot levering van te vervaardigen of voort te brengen roerende lichamelijke zaken, wanneer de partij die zich tot levering verplicht de grondstoffen moet verschaffen, die noodzakelijk zijn voor de vervaardiging of de voortbrenging.

Een verklaring van partijen nopens de toepasselijkheid van een wet of de bevoegdheid van een rechter of scheidsman, vermag zonder meer aan een koop niet het internationale karakter in de zin van het eerste lid van dit artikel te verlenen.

Artikel 2

De koop wordt beheerst door de interne wet van het door de partijen bij de overeenkomst aangewezen land.

Deze aanwijzing moet geschieden bij uitdrukkelijk beding of ontwijfelbaar voortvloeien uit de bepalingen van de overeenkomst.

De vereisten voor de geldigheid van de toestemming van partijen ten aanzien van het toepasselijk verklaren van een wet worden door die wet bepaald.

Artikel 3

Bij gebreke van een door partijen, met inachtneming van het gestelde in het vorig artikel, toepasselijk verklaarde wet, wordt de koop beheerst door de interne wet van het land, waar de verkoper zijn gewoon verblijf heeft op het oogenblik waarop hij de order ontvangt. Indien de order wordt ontvangen door een kantoor van de verkoper, wordt de koop beheerst door de interne wet van het land waar dit kantoor is gelegen.

Nochtans wordt de koop beheerst door de interne wet van het land, waar de koper zijn gewoon verblijf heeft of waar hij het kantoor heeft, dat de order heeft geplaatst, indien de order in dat land is ontvangen, hetzij door de verkoper, hetzij door diens vertegenwoordiger, agent of handelsreiziger.

Bij een koop ter beurze of op een openbare veiling wordt de koop beheerst door de interne wet van het land, waar de beurs zich bevindt of waar de openbare veiling is gehouden.

Artikel 4

Behoudens uitdrukkelijk beding van het tegendeel is de interne wet van het land waar het onderzoek van de krachtens de koopovereenkomst geleverde roerende lichamelijke zaken moet plaats vinden van toepassing ten aanzien van de wijze waarop en de termijnen binnen welke het onderzoek en de kennisgevingen met betrekking tot het onderzoek moeten plaats vinden, alsmede ten aanzien van de maatregelen te nemen in geval van weigering van de goederen.

Artikel 5

Dit Verdrag is niet van toepassing:

1. op de rechtsbevoegdheid en handelingsbekwaamheid van partijen;
2. op de vorm van de overeenkomst;
3. op de eigendomsoverdracht, met dien verstande echter, dat de onderscheidene verplichtingen van de partijen, en inzonderheid die met betrekking tot het risico, beheerst worden door de wet, die krachtens dit Verdrag op de koop van toepassing is;
4. op de rechtsgevolgen van de koop ten aanzien van alle andere personen dan de partijen.

Artikel 6

In ieder van de verdragsluitende Staten kan de toepassing van de door dit Verdrag bepaalde wet ter zijde worden gesteld op grond van de openbare orde.

Artikel 7

De verdragsluitende Staten komen overeen de bepalingen van de artikelen 1 tot en met 6 van dit Verdrag in te voeren in de nationale wet van hun land.

Artikel 8

Dit Verdrag staat ter ondertekening open voor de Staten, vertegenwoordigd op de Zevende Zitting van de Haagse Conferentie voor Internationaal Privaatrecht.

Het zal worden bekrachtigd en de akten van bekrachtiging zullen worden nedergelegd bij het Ministerie van Buitenlandse Zaken van Nederland.

Van iedere nederlegging van akten van bekrachtiging zal een proces-verbaal worden opgemaakt, waarvan een gewaarmerkt afschrift, langs diplomatieke weg, aan ieder der ondertekenende Staten zal worden toegezonden.

Artikel 9

Dit Verdrag treedt in werking op de zestigste dag te rekenen van de nederlegging van de vijfde akte van bekrachtiging, bedoeld in artikel 8, lid 2.

Voor iedere ondertekenende Staat, die het Verdrag later bekrachtigt, treedt het in werking op de zestigste dag te rekenen van de datum van nederlegging van zijn akte van bekrachtiging.

Artikel 10

Dit Verdrag is van rechtswege van toepassing in het moederland van de verdragsluitende Staten.

Indien een verdragsluitende Staat de inwerkingtreding ervan wenst in alle of enige van de andere grondgebieden, voor welke internationale betrekkingen hij verantwoordelijk is, geeft hij te dien einde van zijn voornemen kennis door een akte, die wordt nedergelegd bij het Ministerie van Buitenlandse Zaken van Nederland. Dit doet, langs diplomatieke weg, een gewaarmerkt afschrift van die akte aan ieder der verdragsluitende Staten toekomen. Het Verdrag treedt voor die grondgebieden in werking op de zestigste dag, te rekenen van de datum van nederlegging van de hierboven vermelde akte van kennisgeving.

Het is welverstaan, dat de kennisgeving, bedoeld in het tweede lid van dit artikel, slechts gevolg kan hebben na de inwerkingtreding van dit Verdrag krachtens artikel 9, lid 1.

Artikel 11

Iedere Staat, die niet vertegenwoordigd is geweest op de Zevende Zitting van de Haagse Conferentie voor Internationaal Privaatrecht, kan tot dit Verdrag toetreden. De Staat, die wenst toe te treden, geeft van zijn voornemen kennis door een akte, die wordt nedergelegd bij het Ministerie van Buitenlandse Zaken van Nederland. Dit doet langs diplomatieke weg een gewaarmerkt afschrift van die akte aan ieder der verdragsluitende Staten toekomen. Het Verdrag treedt voor de toetredende Staat in werking op de zestigste dag, te rekenen van de datum van nederlegging van de akte van toetreding.

Het is welverstaan, dat de nederlegging van de akte van toetreding slechts kan plaats vinden na de inwerkingtreding van dit Verdrag krachtens artikel 9, lid 1.

Artikel 12

Dit Verdrag blijft gedurende vijf jaren van kracht, te rekenen van de dagtekening aangegeven in artikel 9, lid 1, van dit Verdrag. Deze

termijn begint van die dag af te lopen, zelfs voor de Staten, die later hebben bekrachtigd of zijn toegetreden.

Het Verdrag wordt, behoudens opzegging, stilzwijgend telkens voor vijf jaren verlengd.

De opzegging moet tenminste zes maanden voor het einde van de termijn ter kennis worden gebracht van het Ministerie van Buitenlandse Zaken van Nederland, dat daarvan aan alle andere verdragssluitende Staten mededeling zal doen.

De opzegging kan zich beperken tot de grondgebieden of tot bepaalde grondgebieden, aangegeven in een kennisgeving, gedaan krachtens artikel 10, lid 2.

De opzegging heeft slechts gevolg ten opzichte van de Staat, die haar heeft gedaan. Het Verdrag blijft van kracht voor de andere verdragssluitende Staten.

Ten blijk van waarvan de ondergetekenden, daartoe behoorlijk gevolmachtigd door hun onderscheidene Regeringen, dit Verdrag hebben ondertekend.

Gedaan te 's-Gravenhage, de 15de Juni 1955, in een enkel exemplaar, dat zal worden nedergelegd in de archieven der Nederlandse Regering, en waarvan een gewaarmerkt afschrift, langs diplomatieke weg, zal worden toegezonden aan elk der Staten, die vertegenwoordigd zijn geweest op de Zevende Zitting van de Haagse Conferentie voor Internationaal Privaatrecht.

(Voor de ondertekeningen zie na de Franse tekst.)

D. GOEDKEURING

Het Verdrag behoeft de goedkeuring der Staten-Generaal, ingevolge artikel 60, lid 2, der Grondwet, alvorens te kunnen worden bekrachtigd.

E. BEKRACHTIGING

Bekrachtiging van het Verdrag is voorzien in artikel 8, lid 2.

G. INWERKINGTREDING

De bepalingen van het Verdrag zullen ingevolge artikel 9, eerste lid, in werking treden op de zestigste dag na de nederlegging van de vijfde akte van bekrachtiging.

J. GEGEVENS

Een ontwerp-tekst van dit Verdrag is opgesteld door de Haagse Conferentie voor Internationaal Privaatrecht in haar zevende zitting, welke van 9 tot 31 October 1951 te 's-Gravenhage plaats vond. Zie *Trb.* 1952, 70, bl. 9 e.v.

Uitgegeven de *elfde* Juli 1955.

De Minister van Buitenlandse Zaken,
J. W. BEYEN.